

Samedi dernier, un des principaux éditoriaux du *Citizen* d'Ottawa avait trait au gouvernement britannique et au commerce. Voici ce que j'y relève:

Le fait est que le gouvernement travailliste a magnifiquement réussi. Porté au pouvoir à l'un des moments les plus critiques de l'histoire de la Grande-Bretagne, il a été à la hauteur de ses importantes tâches et s'est gagné l'admiration et l'approbation, fût-elle hésitante, de particuliers et de publications dont il aurait pu attendre, normalement, les plus violentes critiques.

Les Anglais doivent une bonne part du succès dont parle le *Citizen* à ces accords commerciaux bilatéraux. Grâce à ces méthodes de négoce, le Royaume-Uni a atteint un niveau de redressement et de reprise économique presque incroyable. Que les Anglais hésitent à renoncer à ces méthodes commerciales, nous ne saurions guère le leur reprocher, pas plus que de reprocher au gouvernement anglais de prétendre que c'est au Parlement du Canada de nous sortir de l'impasse où nous nous trouvons sur le plan commercial.

Il reste que, d'après les chiffres que vient de nous fournir le ministre, la Grande-Bretagne achète encore au Canada deux fois et demie plus que nous n'achetons d'elle. Au cours de la présente session, un des principaux devoirs du Parlement est de faire face à cette situation. Tout en cherchant une solution, il nous faut espérer que les Anglais se montreront sympathiques et généreux, surtout s'ils veulent bien se rappeler les milliards de dollars que nous avons apportés à la Grande-Bretagne comme part de notre effort de guerre commun, les milliards que nous leur avons donnés en prêts, en crédits et en dons depuis la guerre, et les centaines de millions de dollars que nos producteurs primaires leur ont donnés en vendant leurs produits au-dessous des prix coûtants. En tenant compte de tout cela, les Anglais, j'en suis sûr, accorderont à la population du Canada la considération qu'elle mérite.

J'engage le gouvernement du Canada à adopter immédiatement, afin d'améliorer le commerce anglo-canadien, les mesures suivantes:

1. On devrait convoquer immédiatement une conférence commerciale entre les plus hautes autorités du Canada et du Royaume-Uni. Cette conférence,—qui aurait lieu, soit à Ottawa, soit à Londres, examinerait à fond la situation. A mon avis, la délégation du Canada devrait compter des représentants de tous les principaux partis représentés à la Chambre des communes.

2. Lors de cette conférence, le gouvernement canadien devrait songer à faire d'importantes concessions douanières à la Grande-

[M. Thatcher.]

Bretagne, afin de favoriser l'importation de produits de ce pays.

3. La délégation canadienne devrait se dire toute disposée à conclure avec les Anglais, s'ils le désirent, des accords bilatéraux ou des accords en vue d'opérations compensées.

4. On devrait établir immédiatement au Canada des commissions d'importation chargées de disposer des denrées britanniques au pays et de favoriser en général l'importation de ces denrées.

5. La délégation canadienne devrait aussi s'efforcer de conclure des accords à longue portée relativement au blé, aux pommes, au poisson, au bois et ainsi de suite.

Je souligne encore une fois qu'on ne peut retarder indéfiniment les mesures de ce genre. Certains déploieront la nécessité de faire du troc, mais force nous est de reconnaître que dans l'état actuel du monde, cette sorte de commerce prend de plus en plus d'ampleur. Si nous voulons protéger nos marchés britanniques, il faut que le Parlement se hâte de prendre ces mesures.

Le 8 février, M. Harold Wilson, ministre du Commerce de Grande-Bretagne, déclarait:

Le gouvernement britannique est disposé à examiner toute proposition, "si peu orthodoxe soit-elle", en vue d'augmenter ses exportations au Canada.

Le gouvernement britannique ne demande pas mieux que de collaborer avec nous. A mon avis donc, le Parlement devrait aller de l'avant et s'y décider au plus tôt avant de constater, ainsi que je le disais tout à l'heure, que la Grande-Bretagne a conclu avec la Russie un accord sur le blé.

M. G. R. Webb (Leeds): Monsieur l'Orateur, je tiens, moi aussi, à féliciter les motionnaires de l'Adresse. Puis-je ajouter un mot de bienvenue à l'adresse des nouveaux députés, qui viennent siéger à cette session, et souhaiter à mon chef, l'honorable député de Carleton (M. Drew), une bienvenue des plus cordiales. Non seulement a-t-il fortement encouragé les députés de ce côté-ci de la Chambre, mais il a aussi suscité beaucoup d'intérêt dans cette enceinte et donné à tous les Canadiens le vif espoir de voir le pays grandir et s'unifier. Sa présence ici a donné lieu à de grands changements, dont la crise du logement dans les sièges réservés aux députés conservateurs-progressistes. Chaque siège disponible est maintenant occupé. Il y a lieu de demander dès maintenant qu'on remanie la disposition des sièges en cas de nouvelles élections complémentaires.

Le discours du trône commence en ces termes:

Dans le domaine international, le premier objectif du Gouvernement est d'assurer la paix et la sécurité.